



Union départementale

**Après le 29 janvier, le 19 mars : maintenons la
pression le**

Samedi 4 avril 2009

RASSEMBLEMENT

à 16 h 00 à AHUN

**Pour accueillir HORTEFEUX
(Ministre du travail)**

Le 4 avril prochain, un panel de militant UMP ne manquera pas de faire la « claque » à un des plus fidèle lieutenant de SARKOZY : Le Ministre du travail, Brice HORTEFEUX. Loin des préoccupations des creusois, il viendra « promotionner » son produit local, député de la 2^{ème} circonscription.

Inaugurations, remises de médailles sont aux programme de cette soudaine attention pour notre département (enfin, des terres UMP).

Alors qu'il affiche sa volonté de ne pas modifier les réformes qui aggravent pourtant les souffrances et angoisses des salariés, les organisations syndicales départementales CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU, Solidaires ont décidé de lui rappeler les raisons de la colère qui ont conduit des millions de salariés dans la rue.

Elles appellent donc les salariés à se rassembler ce jour-là à 16 H00 à AHUN à proximité du lieu où se déroulera la pose de la 1^{ère} pierre de l'EHPAD d'Ahun. (à la sortie d'Ahun en direction de Pontarion).

Ce rassemblement s'inscrit comme un tremplin dans la perspective d'une nouvelle journée nationale de grèves et manifestations, dans le prolongement du 29 janvier et du 19 mars, que les confédérations pourraient décider lors de leur prochaine rencontre le 30 mars.

Mobilisons autour de nous, nos collègues, nos voisins, notre famille, nos amis. Tout doit être mis en œuvre pour réussir ce rassemblement afin d'éviter un effet médiatique en faveur du ministre. (Voir communiqué commun ci dessous)

Intersyndicale CFDT - CGT - FO - FSU - Solidaires - UNSA

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La mobilisation du 19 mars 2009 a connu une ampleur incontestable, tant par le nombre de grévistes, du privé comme du public, que par le nombre de manifestants. En Creuse, plus de 4600 personnes à Guéret, près de 700 à La Souterraine et une centaine à Aubusson se sont retrouvés pour redire haut et fort qu'ils n'ont pas à payer une crise dont ils ne sont pas responsables. Le gouvernement et le patronat doivent entendre ce que disent les salariés. Les revendications en matière d'emploi dans le privé comme dans le public, de pouvoir d'achat et de relance économique, de garanties collectives, de services publics et de réglementation de la sphère financière sont encore plus d'actualité aujourd'hui face à l'aggravation de la crise et de ses conséquences.

Le gouvernement s'entête à justifier des mesures comme le bouclier fiscal ou la défiscalisation des heures supplémentaires, alors même qu'elles aggravent les injustices et sont contre-productives face au développement du chômage. Il persiste dans sa politique de suppression d'emplois publics. Des entreprises continuent à privilégier la rentabilité financière et à utiliser la crise pour accélérer des restructurations. Des patrons voyous, après avoir conduit leur entreprise au bord de la faillite, la quittent en s'octroyant des primes indécentes (bonus, stock-options, retraites-chapeaux...) Les suppressions d'emplois qui s'enchaînent renforcent l'inquiétude des salariés pour leur avenir et rendent légitime leur colère.

Face aux intransigeances gouvernementale et patronale, les organisations syndicales réaffirment leur détermination à soutenir de toutes les manières possibles les salariés engagés dans des actions. Elles appellent leurs organisations à amplifier les mobilisations et les initiatives et décident, sur la base de leur déclaration intersyndicale du 5 janvier, de rechercher les modalités les plus adaptées pour donner encore plus d'efficacité aux prochaines mobilisations, notamment l'étape importante que constitue le 1er mai.

Des actions locales sont menées un peu partout en France (grèves dans les entreprises menacées, dans l'enseignement primaire, séquestrations de patrons, manifs dans le Supérieur et la Recherche...)

En Creuse, les 6 organisations qui relaient la déclaration unitaire du 5 janvier (CFDT, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA) ont décidé de porter avec force leurs revendications lors de la venue de Brice Hortefeux, ministre du travail et des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Elles invitent tous les Creusois, salariés des secteurs public et privé, chômeurs, retraités, citoyens... à venir manifester à Ahun le samedi 4 avril à partir de 16h, là où doit être posée la première pierre de la maison de retraite (route de Pontarion).

Les Creusois doivent montrer à cette occasion leur détermination à faire face à la crise et à combattre les mauvais coups du gouvernement et du patronat, comme ils l'ont fait naguère, notamment le 5 mars 2005, face à la destruction des Services Publics.

Guéret, le 27 mars 2009